

Fiche projet UNICEF

MALI



Titre du projet	Protection des filles et garçons en mobilités et autres enfants vulnérables au Mali
Secteur d'intervention	Protection de l'enfant
Dates du projet	Mars 2021 – Février 2024
Localisation du projet	Régions de Gao, de Tombouctou et de Mopti
Cout total du projet	900.000€
Bénéficiaires	<p>Nombre de bénéficiaires directs : 2,100 enfants (6-12 ans) et adolescents (13-18) dont 1300 garçons et 800 filles</p> <p>Nombre de bénéficiaires indirects : 30,000 femmes, hommes, filles et garçons (dont 15,000 femmes/filles)</p> <p>Les interventions ciblent directement les filles et les garçons les plus vulnérables concernés par la mobilité notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les filles et garçons étrangers en mobilité (de transit sortant ou de retour rentrant au Mali)- Les filles et garçons migrants maliens de retour au Mali (ayant séjourné à l'extérieur quel que soit le pays de provenance et la durée de ce séjour)- Les filles et les garçons en mobilité interne (travailleurs domestiques, saisonnières,

	travailleurs dans les sites d'orpaillage et dans les zones agricoles, en apprentissage coranique, victimes des conflits armés et intercommunautaires) - Les filles et les garçons en mobilité les plus exposés ou affectés par la pandémie (travailleurs domestiques dans des ménages affectés par le Covid-19, enfants en détresse, enfants en situation de rue, enfants en centres et familles d'accueil, enfants en mobilité dans des zones frontalières...).
--	---

Justification et contexte du projet

Le Mali, situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, est par son emplacement géographique et son histoire à la fois une zone de départ et de transit par excellence pour de nombreux enfants et jeunes (filles et garçons) candidats à la migration vers les pays de la sous-région et l'Europe. Selon les informations des acteurs de terrain, le flux Tombouctou-Alger est, à présent, le plus dense et dangereux. Les enfants et jeunes, notamment guinéens, sénégalais, burkinabé, ivoiriens mais aussi des maliens empruntent ce chemin vers l'Europe. A cela s'ajoute la mobilité interne des enfants et adolescents filles et garçons à la recherche d'un mieux-être économique, social, culturel, et sécuritaire. Les enfants quittent leurs villages pour rejoindre les sites d'orpaillage traditionnels, les villes comme travailleurs domestiques, talibés, travailleurs dans les exploitations agricoles, vendeurs au marché, sur. Ce phénomène migratoire touche autant les filles que les garçons. Alors que la situation dans le nord et le centre du Mali continue à se détériorer, l'environnement migratoire reste très difficile, avec des menaces exacerbées sur l'intégrité physique et psychologique des enfants, filles et garçons en mobilité. Le dernier rapport disponible sur le suivi des déplacements enregistre 287 496 déplacés internes dont 58% d'enfants (218,536 IDP enregistrés en février 2020 dont 53% d'enfants).

Une évaluation de la protection des enfants menée en juillet 2020 par l'UNICEF et ses partenaires sur les sites traditionnels d'extraction de l'or dans les régions de Gao et de Kidal montre que sur les 8 000 enfants estimés dans les 8 sites miniers étudiés, 1/5 d'entre eux sont soit non accompagnés soit séparés. Ces déplacements internes et transnationaux se font dans des conditions difficiles exposant les enfants filles et garçons à la violence, l'exploitation physique, économique et sexuelle, la traite, le trafic et autres formes d'abus, en particulier lorsqu'ils sont non-accompagnés et/ou séparés. Ils deviennent aussi des proies faciles pour les milices et groupes armés.

Les services sociaux de protection de l'enfant au Mali ont des ressources (humaines, financières et logistiques) très limitées, qui ne permettent pas de répondre aux besoins spécifiques des enfants en mobilité. Ces besoins sont d'autant plus importants dans le contexte sanitaire et sécuritaire actuel. Si en temps normal les enfants en mobilité constituent une population très vulnérable (déracinement, marginalisation, peu de ressources économiques et matérielles, privation ou manque d'accès aux services de base, risques aggravés d'abus, violences et exploitation, ...), en contexte de Covid-19, ces conditions habituelles s'accompagnent de facteurs aggravants :

- Les filles et les garçons en mobilité sont exposés à des risques sanitaires accentués en termes d'infection et de propagation du virus
- A l'instar d'autres populations à bas revenu, ils sont exposés à des risques socioéconomiques importants liés à la perte de soutiens familiaux ou aux mesures de restrictions ;

- Risque de stigmatisation effective des enfants et jeunes migrants, car les communautés hôtes peuvent avoir peur des nouveaux arrivés et les discriminer du fait de leur mobilité
- En raison de leur invisibilité (pas de document d'identification, non enregistrés) ou de leur marginalité/exclusion (pas de protection sociale et d'assurance-santé, droits non reconnus dans des pays étrangers, etc.) les filles et les garçons en mobilité auront difficilement accès aux services de santé, en particulier d'accès à des méthodes de détection (test) et à un traitement sanitaire adéquat en cas d'infection
- Risques de contagion aggravés par leur mobilité (transports en commun, gare, espaces-frontières, ports, marchés, etc.), le manque d'encadrement/accompagnement par des adultes protecteurs et conscients des risques, leurs conditions de travail/exploitation, et des conditions d'hébergement les mettant en contact quotidien avec des personnes vivant dans la promiscuité ou multipliant les contacts de par leur mobilité (camps de réfugiés ou IDP, habitations collectives dans des zones insalubres ou démunies, situations de rue, zones minières, de travail agricole ou marchandes, ...).

Ce projet vise à renforcer les systèmes locaux de protection de l'enfant afin d'assurer l'identification et la prise en charge des enfants en mobilités (filles et garçons) les plus vulnérables et d'informer sur la mobilité à risque.

Descriptif du projet

Objectif général : Les filles et garçons en mobilité au Mali bénéficient d'une meilleure protection contre les violences, l'abus et l'exploitation.

- **Objectif spécifique 1 :** Les filles et les garçons en mobilité bénéficient d'une protection durable tout au long de leur parcours migratoire grâce à des services mobiles multisectorielles coordonnées

Résultat 1 : 2 100 enfants de 6 à 18 ans (40% des filles) en mobilité ou à risque sont identifiés et ont accès à des services de protection grâce à un continuum de soins utilisant un système national harmonisé de gestion des cas

Activités :

- 1.1 : Appui au fonctionnement de 3 équipes mobiles (EM) dans les régions de Gao, Mopti et Tombouctou. Les équipes mobiles mixtes, composées des différentes catégories de prestataires de services : travailleurs sociaux des services locaux de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (DRPFEF) et du Développement Social et de l'Economie Solidaire (DRDSES), des travailleurs sociaux de la société civile et des acteurs communautaires issus des coordinations des chefs de quartier et maîtres coraniques. Elles effectueront 4 sorties hebdomadaires et des sorties ad hoc au besoin si référencement. Les équipes mobiles mixtes, dans le cadre de leurs activités, réaliseront des identifications et l'enregistrement rapide de la situation de l'enfant en mobilité sur une tablette et ensuite s'occuperont du référencement soit aux guichets uniques pour la prise en charge d'urgence de l'enfant, soit aux services compétents pour répondre aux besoins identifiés selon l'âge et le genre.
- 1.2 Appui au fonctionnement de 3 Guichets Uniques (GU) dans les régions de Gao, Mopti et Tombouctou. Animés par les acteurs communautaires avec la permanence d'un travailleur social de l'Etat, ils assureront un appui d'hébergement d'urgence des enfants vulnérables d'une durée maximale de 3 jours, le temps de trouver une solution alternative (CTO, Famille d'accueil, retour

rapide en famille), surtout ceux en transit, qui seront identifiés et référés par les équipes mobiles et les acteurs communautaires.

- 1.3 Renforcement des capacités des 20 agents des équipes mobiles et Guichets Uniques, sur l'écoute active, la sauvegarde de l'enfant, gestes barrières COVID19, l'utilisation des tablettes pour l'identification des enfants à travers Kobo collecte, sur la prise en compte du genre, l'identification des violences physique et sexuelles, de la traite et du Trafic des enfants.
- 1.4 Appui au fonctionnement de 3 mécanismes communautaires pour identification et référencement des cas des enfants en mobilité en besoin de protection.
- 1.5 Renforcement des capacités de 60 agents communautaires et de jeunes pour la protection, l'identification et le référencement des enfants vulnérables. Ils seront formés sur la sauvegarde de l'enfance, les formes de violences, d'abus et d'exploitation, les mécanismes de signalement, les risques de la mobilité non préparé.
- 1.6 Prise en charge des enfants victimes de violence physique et sexuelle et gestion des cas. L'accompagnement médical, psychologique/psychosociale et juridique des victimes est assuré par la mise en relation et le renforcement des services sociaux appropriés.
- 1.7 Formation de 50 intervenants de premières lignes sur la gestion des cas, l'appui psychosocial et la santé mentale. Cette formation leur permettra d'avoir une approche sensible à l'âge et au genre et utilisant les outils nationaux harmonisés.

Objectif spécifique 2 : Les filles et les garçons en mobilité sont orientés pour une prise en charge alternative et réintégration durable

Résultat 2 : 150 enfants en mobilité et non-accompagnés bénéficient d'une prise en charge alternative et de solution durable de réintégration sociale et familiale

Activités :

- 2.1 Assurer la prise en charge transitoire multisectorielle des enfants, filles et garçons, y compris l'appui psychosocial dans des centres d'accueil et de transit pendant le processus de recherches des familles et l'élaboration des projets de vie de l'enfant en vue de leur intégration ou réintégration.
- 2.2 Assurer la recherche et réunification familiale (interne et transfrontalière) à travers une collaboration étroite entre les Directions régionales de la Promotion de la Femme, de l'enfant et de la famille, le RAO, OIM et d'autres ONGs clefs.
- 2.3 Réintégration scolaire de 50 enfants (filles et garçons), leur fournissant des kits scolaires, en partenariat avec les écoles et les Centres d'Animation Pédagogique (CAP) dans les zones concernées. Les réintégrations scolaires pourront se faire dans le milieu d'origine de l'enfant (après réunification) ou au niveau de la zone de transit.
- 2.4 Réintégration professionnelle/apprentissage de 100 adolescents (filles et garçons), dans un corps de métier porteur déterminé ensemble avec l'enfant, sa famille et en étroite collaboration avec les Directions régionales de l'emploi et de la formation professionnelle, des agences pour la promotion de l'emploi au niveau région. Les services locaux au niveau des cercles assureront la formation ainsi que les suivis post formation de chaque enfant.
- 2.5 Suivi des enfants pendant et après leur réunification et réintégration sociale. Ce suivi est confié aux services de l'emploi et de la formation professionnelle et ceux de la Protection de l'enfant. Ils percevront des frais de transport et de communication pour cela.

Objectif spécifique 3 : Les filles et garçons en mobilité et dans les communautés, sont sensibilisés aux risques de la séparation familiale et de la mobilité précoce, sur la prévention de la violence et de l'exploitation et sur les services disponibles

Résultat 3 : 30,000 filles, garçons, hommes et femmes (50% de femmes et de filles), reçoivent des informations sur la prévention de la mobilité à risque, la prévention des violences et de l'exploration et sur les différentes options disponibles en matière de soins, de protection et de réintégration

Activités :

- 3.1 Sensibilisation, information, identification et référencement par les organisations à base communautaire de jeunes et de femmes. Ces activités d'information et de communication se feront prioritairement au niveau des lieux de regroupement spontanés des enfants en situation de mobilité comme les grands marchés, les gares routières, chez les grands logeurs, maîtres coraniques. Cette activité se déroulera dans le strict respect des mesures de préventions COVID-19.
- 3.2 Diffusions dans les communautés de 8 documentaires fiction (produit avec le soutien de UNICEF en 2020) suivi de Débats pour la prévention de la mobilité à risque des enfants.
- 3.3 Animation des Dialogues intergénérationnels et Dialogues parents enfants sur la prévention des violences physique et sexuelles, violences intrafamiliales, le mariage d'enfants, la scolarisation des filles, la discipline positive, la prévention de la mobilité à risque avec l'appui des grands-mères et grands-pères identifiés par la communauté.

Equivalences

100€ permettent la réintégration scolaire d'un enfant avec distribution d'un kit scolaire

- ➔ 5000€ permettent la réintégration de 50 enfants, soit tous les enfants concernés du projet sur une année

250€ permettent d'assurer la recherche et réunification familiale (interne et transfrontalière) d'un enfant

- ➔ 37.500€ permettent d'assurer cela pour 150 enfants, soit tous les enfants concernés du projet sur une année

760€ permettent d'assurer la prise en charge transitoire multisectorielle d'un enfant, y compris son appui psychosocial

- ➔ 114.000€ permettent d'assurer cette prise en charge pour 150 enfants, soit tous les enfants concernés du projet sur une année